

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

la FSU dénonce "un plan social" ; la direction propose un "plan d'accompagnement" des personnels

5-7 minutes

"Il est de plus en plus clair qu'un plan social se prépare à l'Onisep et qu'il va devoir renoncer à une part importante de ses activités", déplore la FSU de l'Onisep dans un communiqué le 11 octobre 2019. La directrice générale de l'Onisep, Frédérique Alexandre-Bailly, assure qu'elle comprend "les inquiétudes des personnels" et déploie un plan d'accompagnement. Un travail sur le nouveau positionnement de l'Onisep va démarrer en décembre. Protestant contre la réforme globale de l'orientation, une intersyndicale organise le 15 octobre une journée d'actions pour "défendre le service public".



L'article 18 de la loi du 5 septembre 2018 "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" prévoit le transfert aux régions des missions exercées par les Dronisep en matière de diffusion de la documentation ainsi que d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves ([lire sur AEF info](#)). La loi prévoit que les services participant à ces missions sont transférés aux régions.

Dans ce cadre, l'Onisep va perdre les deux tiers de ses effectifs (155 postes), dont certains seront repris par les régions si les collectivités le souhaitent. Les régions doivent chacune signer d'ici le 8 novembre des conventions qui acteront le transfert financier correspondant au nombre d'ETP passés aux régions et le transfert définitif doit être effectué au 1er janvier 2020 ([lire sur AEF info](#)).

le "lent démantèlement" de l'Onisep

"Depuis un an et demi, l'Onisep subit un lent démantèlement", explique le 11 octobre à AEF Florence Villiers de la FSU. Les personnels "ne savent toujours pas ce qu'ils vont devenir, où ils pourront travailler et avec quelles missions". "Certains personnels seront repris par les régions mais certaines, comme Grand Est, ont déjà prévenu qu'elles ne prendraient pas les personnels Onisep ([lire sur AEF info](#)). Que vont devenir ceux qui ne sont pas recrutés par les régions ? ", interroge la représentante de la FSU.

Même si "la direction de l'Onisep se veut rassurante et assure qu'un plan d'accompagnement personnalisé va être mis en place", relève le syndicat, "l'incertitude demeure, il est de plus en plus clair qu'un plan social -qui ne dit pas son nom- se prépare et que l'Onisep va devoir renoncer à une part importante de ses activités".

La FSU, qui participe à la grève intersyndicale du mardi 15 octobre pour "défendre le service public d'orientation" (cf. encadré), réclame "des moyens pour que l'Onisep puisse continuer à assurer ses missions de service public" et "une réelle mobilisation de l'administration pour que tous les personnels des Dronisep qui le souhaitent puissent rester dans l'Éducation nationale sur des postes correspondants à leurs missions actuelles".

un plan d'accompagnement pour les personnels (F. Alexandre-Bailly)

"Les inquiétudes des personnels sont compréhensibles et je suis consciente des enjeux de cette réforme pour eux", déclare pour sa part le 14 octobre 2019 à AEF info Frédérique Alexandre-Bailly, directrice générale de l'Onisep. Elle assure que "tout sera fait pour que la qualité de service soit meilleure pour les élèves et

leur famille".

Frédérique Alexandre-Bailly ajoute qu'elle a mis en place un "plan d'accompagnement RH" pour les personnels de l'Onisep afin, notamment, de "les aider à faire le point sur leurs compétences et éventuellement à postuler pour des postes proposés par les régions".

La directrice générale explique qu'elle doit "d'abord mettre en place un processus de repositionnement stratégique de l'Onisep et, ensuite, en déduire une organisation interne". "À partir du moment où la loi nous enlève une partie de nos activités, nous devons réfléchir comment repositionner nos activités", explique-t-elle. Elle veut engager pour cela un "processus participatif à partir de décembre, qui se prolongera jusqu'en février 2020".

15 octobre, journée pour défendre le service public de l'orientation

Une intersyndicale de personnels de l'éducation (1) appelle à une journée de mobilisation le 15 octobre 2019 pour "défendre le service public d'orientation de l'Éducation nationale et de l'Onisep".

Les organisations protestent contre le "démantèlement" du réseau des Dronisep et les propositions du rapport Charvet qui "organise la casse du service public" ([lire sur AEF info](#)). Elles redoutent la transformation des PsyEN en "ingénieurs en orientation", la dispersion des DCIO et l'éclatement de leurs missions. Les organisations s'opposent à la création d'une certification des enseignants.

Les syndicats dénoncent une "régionalisation forcée de l'orientation scolaire" : "fermeture des deux tiers des CIO, suppression des postes administratifs et l'affectation des PsyEN

en lycée, pressions exercées sur les DCIO pour qu'ils acceptent une mise à disposition auprès des régions".

L'intersyndicale demande "le maintien du réseau des CIO" et "des moyens pour que l'Onisep puisse continuer à assurer ses missions de service public". Elle souhaite que "tous les personnels des Dronisep qui le souhaitent puissent rester dans l'Éducation nationale sur des postes correspondants à leurs missions actuelles".